



Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, (au centre) est entouré de chefs de gouvernement de pays membres de la Francophonie.

À l'aube de ce qui se voulait un nouvel essor pour la francophonie internationale et face aux perspectives positives que cela ouvrait pour tous ces participants, le Canada affirmait clairement qu'il entendait «se garder de verser dans la francophonie lyrique», qu'il optait franchement pour une approche multilatérale, dynamique et tout à fait concrète. D'où la nécessité d'agir avec des projets précis et avec des modes d'action et des échéanciers bien établis.

Les réseaux de compétence

Le Sommet de Paris a renouvelé les objectifs tracés jusque-là, mais il a aussi réussi

des percées importantes vis-à-vis les enjeux de modernité qui confrontent la francophonie d'aujourd'hui, par exemple dans les domaines des industries culturelles, de l'informatique et des communications. En créant des réseaux consacrés aux principaux sujets de préoccupation commune, il a d'ores et déjà misé sur la compétence de ses États membres et sur la volonté exprimée collectivement de viser des objectifs pratiques et accessibles.

Parce que le Canada a fait beaucoup dans les domaines du bilinguisme, de la traduction, de l'enseignement des langues, des banques de données linguistiques et des communications, il joue un rôle de leadership dans les réseaux dont relèvent ces diverses disciplines. Pour des raisons identiques, le Québec dirige le réseau qui s'intéresse aux questions reliées à l'énergie.

«... Le Canada se présente à vous, conscient de ce qu'il peut apporter à la Francophonie, de jeunesse et de modernité, mais en même temps de pragmatisme et de tolérance. Il est également fier de l'oeuvre de réconciliation qu'il poursuit avec lui-même (...). En ce sens, notre engagement envers la Francophonie répond à un impératif de notre vie nationale. C'est tout l'espace de la communauté qui, par la Francophonie, est offert comme champ d'épanouissement aux francophones du Québec et des autres provinces. En tant que Nord-Américains, les francophones du Canada mènent le combat quotidien de la Francophonie. Mieux que quiconque, nous savons ce que la vitalité du fait français requiert de mobilisation et de vigilance...»

— Le premier ministre Mulroney lors de la séance inaugurale, Sommet de Paris, le 17 février 1986

Prolongation de celui de Paris, le Sommet de Québec poursuivra dans la voie de la concertation politique et économique et de la coopération, s'accréditant ainsi comme un nouveau forum majeur de dialogue au plus haut niveau entre les leaders des pays et gouvernements qui y participent. Il s'agira pour eux de définir de façon plus rigoureuse et systématique encore les priorités et échéances de l'entreprise commune qui les anime. Outre les grands sujets politiques et économiques du sommet, on traitera à nouveau d'agriculture, d'énergie, de communications, d'industries culturelles, parmi d'autres. La mise à jour des institutions francophones existantes, dont l'ACCT, se poursuivra, de façon à les rendre mieux aptes à répondre aux défis d'aujourd'hui.

Grâce au satellite, un exemple de notre compétence en technologie de pointe, nous pouvons communiquer avec divers pays de la Francophonie.

